Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **9 (1951)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

L'Ecole de Lausanne. Textes choisis de L. Walras et V. Pareto[1]

Nous avons déjà eu l'occasion de relever l'effort très méritoire du titulaire de la chaire d'économie politique de l'Université de Lausanne, en vue de faire mieux connaître les deux grands économistes auxquels il a succédé dans notre Alma Mater. M. Oulès vient de publier dans la collection des grands économistes un ouvrage intitulé *L'Ecole de Lausanne* dans lequel il présente les idées fondamentales et essentielles de Walras et de Pareto. Il est superflu de dire l'intérêt réel que présente une telle publication, non seulement pour les étudiants appelés à connaître l'œuvre de Walras, fondateur de l'Ecole de Lausanne et de son brillant successeur, Pareto. Ce précieux document permettra à tous ceux qui veulent étudier l'histoire des doctrines économiques de se familiariser et d'approfondir certains problèmes qui jusqu'alors leur avaient échappé, faute d'avoir eu l'occasion de lire dans les textes originaux l'essentiel des doctrines de Walras et de Pareto. C'est à juste titre que M. le professeur Oulès cherche à redonner aux deux hommes qui ont illustré la chaire d'économie politique de Lausanne, la place qu'ils méritent. Il ne nous appartient pas d'analyser ici les raisons pour lesquelles l'œuvre de Walras en particulier, si diverse et pourtant si proche par certains aspects de celle de Pareto, a connu une certaine éclipse au début de ce siècle. Qu'il nous suffise de rappeler que, dans toutes les universités soit européennes, soit américaines, Walras et Pareto occupent aujourd'hui une place importante dans les programmes d'études et que l'on trouve dans de nombreux ouvrages modernes le reflet et l'influence de leurs théories.

Après avoir donné quelques renseignements biographiques, M. Oulès expose les doctrines de Walras et de Pareto au point de vue de la forme et au point de vue du fond. Il passe ensuite à une appréciation critique de ces doctrines puis en relève l'importance et l'actualité. Il situe l'œuvre des représentants de l'Ecole de Lausanne et cherche quels ont été les précurseurs de ces deux savants.

Enfin, avant d'aborder les textes eux-mêmes, l'auteur présente les idées directrices qui l'ont conduit au choix des textes. Nous retrouvons dans ces quelques pages toute la chaleur et la persuasion de M. Oulès qui, non seulement, veut mettre ces œuvres à la portée de chacun, mais qui se propose aussi de rendre accessibles certains aspects difficiles à saisir, et même abstraits, des doctrines de Walras ou de Pareto. Il y parvient grâce entre autres au choix judicieux des textes. Celui qui lira l'ouvrage de M. Oulès sentira naître en lui le désir d'approfondir l'étude de ces deux économistes tant l'auteur de ces *Textes choisis* a su

---

[1] Firmin Oulès : *L'Ecole de Lausanne.* Paris, librairie Dalloz, 11, rue Soufflot. 1950. 430 pages.

créer l'intérêt que méritent les œuvres présentées. C'est, à notre avis, le plus bel éloge que l'on puisse faire à M. Oulès.

En ce qui concerne les textes, nous y trouvons certains documents concernant la nomination de Walras à Lausanne, quelques extraits des discours prononcés lors de son jubilé et les théories de l'interdépendance et de l'équilibre. Mais c'est plus spécialement la politique économique et sociale de Walras que M. Oulès met en évidence, étant donné l'actualité que ce côté de l'œuvre, souvent négligée, présente aujourd'hui.

Ce n'est pas par simple coïncidence qu'un disciple de M. Oulès a consacré récemment une importante étude sur cet aspect des idées de Walras, ouvrage dû à la plume de M. Boson et dont nous avons donné une analyse dans le numéro d'avril 1951 de la *Revue économique et sociale.*

Le même souci de présenter aussi objectivement que possible les thèses de Pareto caractérise la partie réservée à celui-ci. Ce sont ses théories de l'équilivre économique et de sa politique économique et sociale qui forment les deux chapitres essentiels de cette dernière partie.

Qu'il nous soit permis de remercier M. le professeur Oulès de l'ouvrage éminemment utile qu'il vient de consacrer aux deux illustres professeurs de notre Université à l'œuvre desquels le nom de Lausanne est intimément lié pour la postérité.

J. GOLAY.

Orientations économiques[1]

Cette étude, que le centre des « Jeunes Patrons » consacre aux problèmes économiques, se propose avant tout d'orienter les chefs d'entreprise sur le programme d'ensemble du patronat français et de persuader ceux-ci de la nécessité d'une action d'ensemble.

« Une économie bien gérée est le seul support réel d'un état social d'abondance ». Cette affirmation trouve sa confirmation dans la première partie de cette brochure. Le but unique poursuivi par le C.J.P., sous des formes diverses, est de mettre l'économie au service de l'homme, tant il est vain de prétendre résoudre séparément les problèmes économiques et le problème social. Par exemple, si du point de vue économique, la mécanisation du travail est bienfaisante, du point de vue social, elle présente de nombreux inconvénients : risque de chômage, destruction du sens des responsabilités, etc. Pour réaliser cette économie sociale, il ne suffit pas de créer des institutions où économistes et sociologues se rencontrent, mais c'est dans leur esprit même que les hommes responsables (dirigeants politiques et chefs d'entreprise) doivent faire une synthèse des facteurs économiques et des exigences sociales.

Dans la deuxième partie, purement descriptive, l'auteur fait un exposé de la situation européenne et française.

Depuis le début de ce siècle, la situation de l'Europe est celle d'un fils de famille qui vit de ses rentes. Mais peu à peu elle a perdu sa suprématie dans

[1] *Orientations économiques.* Publié par les documents «Jeunes Patrons». Paris 1950. 73 pages.

maints domaines où elle s'était assurée une sorte d'hégémonie, particulièrement dans la prestation de certains services (ceux des compagnies de transport et des compagnies d'assurances). Ces rentes se sont amenuisées dangereusement, surtout en raison des deux guerres mondiales. L'économie française étant une projection de l'économie européenne, se trouve affectée des mêmes maux. Depuis 1937 déjà, la France est en perte de vitesse, surtout sur les Américains qui, tout en n'ayant une population que trois fois et demie plus élevée, produisent douze fois plus. Elle met sur le marché des produits peu nombreux, fabriqués avec une inclusion de main-d'œuvre considérable, à partir de matières premières achetées cher. De ce fait, elle vend à son tour cher et mal. La situation du chef d'entreprise, après cette deuxième guerre mondiale, paraît désespérée. L'aide apportée par le plan Marshall n'est que temporaire. Si, à l'échéance, la situation n'est pas redressée, ou bien l'Amérique laissera la France s'enliser dans son marasme, ou bien la France sera colonisée économiquement et par voie de conséquence politiquement.

Persuader les chefs d'entreprise qu'une action est encore possible n'est pas une tâche aisée, la plupart d'entre eux étant dans l'ignorance totale des données générales de la vie économique, domaine exclusif des « économistes distingués ». L'inertie, née d'un grand scepticisme, est cependant une attitude intenable. C'est ce qu'essaye de démontrer la troisième partie de cette étude, en traitant quelques points précis, parmi les plus importants, du programme économique patronal.

— Rôle de l'Etat : l'intervention étant admise, il s'agit d'en connaître les limites. Personne ne constestera à l'Etat, chargé de la sauvegarde du bien public, au moins un pouvoir d'arbitrage, mais la controverse s'ouvre dès que l'Etat s'attribue également le droit d'initiative.
— Les investissements : la France doit s'efforcer d'exporter des capitaux pour se rapprocher des sources de matières premières, créer de nouveaux marchés de consommation et agrandir l'orbite européen.
— Les unions professionnelles : bien des problèmes ne peuvent être résolus qu'avec des moyens supérieurs à ceux d'une seule entreprise. Les unions professionnelles sont une nécessité dans l'intérêt des individus et de la collectivité.
— Le commerce extérieur : celui-ci ne peut être maintenu que par une amélioration de la qualité et de la productivité, résultat ne pouvant être atteint que par une amélioration de l'organisation et une modernisation du matériel à tous les échelons : entreprise, profession, Etat.
— Adaptation humaine des structures : fédération économique des petites entreprises et décentralisation humaine des grandes.

Enfin, une quatrième partie, qui a elle seule retrace l'essentiel du programme du C.J.P., reproduit un rapport présenté par Jean Predseil, secrétaire général de ce centre. D'après lui, les quatre objectifs essentiels qui semblent s'imposer sont les suivants :

— Accroître dans l'ensemble du patronat la connaissance et le souci des problèmes d'économie générale.

— Raccorder l'économie française aux autres économies européennes en tenant compte des nouveaux centres de production et des nouveaux courants d'échanges.
— Repenser l'entreprise et la fonction de chef d'entreprise dans le cadre des nécessités générales.
— Garder dans ces transformations économiques le souci du bien et de l'épanouissement de l'homme.

Cette étude, présentée sous une forme claire et méthodique, sera lue avec profit par tous les chefs d'entreprise de notre continent étant donné l'interdépendance des problèmes économiques de l'ouest européen.

P. JACCARD.

Fédération internationale. Idées d'hier, possibilités de demain[1]

Depuis la fin des hostilités en 1945, l'idée d'une confédération d'Etats a pris une importance toujours plus grande. Les causes en sont nombreuses : politiques, économiques, philantropiques, le but en est simple, quoique d'apparence complexe : assurer des rapports harmonieux entre les hommes. Telle est la constatation qui se dégage de cet ouvrage.

L'auteur divise son étude en trois parties. Dans la première, il s'efforce de nous présenter ce qu'est pratiquement une confédération d'Etats, qu'il distingue nettement de la Société des Nations, tout en reconnaissant l'impossibilité de la fixer dans une formule générale, tant elle présente d'aspects divers. Les définitions qui en ont été données s'appliquent à des exemples du passé, portant les uns et les autres la marque des conditions particulières à leur époque, ou bien reposent sur une théorie encore non vérifiée ; elles sont incomplètes, mais sont des points de repère. Pourtant, l'auteur pense que les hommes s'intéresseront davantage aux circonstances dans lesquelles ces fédérations sont nées et au sort qui leur a été réservé, plutôt qu'à leur fondement juridique et économique. A ce propos M. Ledermann distingue et étudie cinq grandes catégories d'expériences historiques et l'exemple des Etats-Unis lui donne l'occasion d'écrire quelques pages pertinentes. Dans la conclusion de cette partie, il présente le fédéralisme comme une solution de compromis.

Puis l'auteur analyse les théories de trois philosophes du XIXe siècle, relatives à une organisation fédérale de l'Europe.

Saint-Simon, homme d'action, esprit constamment en éveil, à la vie mouvementée, est le plus original de ces philosophes. Ses idées souvent incohérentes, utopiques mais aussi visionnaires, aspiraient toutes à un même but : améliorer le sort des travailleurs. M. Ledermann n'analyse que celles qui se rapportent à une fédération européenne ; Saint-Simon aimerait en arriver à un système homogène, condition essentielle de sa durée. L'auteur résume ensuite le plan

[1] LASZLO LEDERMANN : *Fédération internationale. Idées d'hier — Possibilités de demain.* Editions de la Baconnière, Neuchâtel. 1950. 174 pages.

de cette organisation dont l'idée directrice et l'esprit qui doit animer chaque membre, ont plus d'importance que les questions de détails.

Le lecteur trouvera enfin un paragraphe sur la réalisation pratique de ce plan.

Proudhon, polémiste-né, dont la puissante intelligence a excellé dans la plupart des sciences morales et politiques, a lui aussi, cherché par le fédéralisme à réduire le nombre des guerres et à assurer des rapports harmonieux entre les peuples. Ses idées à ce sujet se trouvent dans ses deux derniers ouvrages et représentent la partie la plus intéressante de toutes ses recherches. Dans *La paix et la guerre* et *Le fédéralisme*, Proudhon étudie d'une part la guerre, ses causes, les moyens d'y remédier et d'autre part les fondements d'une fédération saine et les garanties qu'elle assurera à ses membres. Il s'attache enfin à la forme que devra prendre une telle organisation caractérisée par une décentralisation des pouvoirs d'une part et par l'existence d'une fédération économique d'autre part. Il propose un plan de réalisation pratique et explique par des exemples concrets les dangers de l'unitarisme et de la centralisation des pouvoirs. Le continent américain représente son idéal.

Constantin Frantz, philosophe allemand, est un personnage obscur qui publia un nombre considérable d'œuvres confuses, pleines de partis pris. Disciple de Proudhon quant à ses idées, il s'y opposait dans leur application et leur but. Comme Bismark, il voulait assurer l'hégémonie de l'Allemagne en Europe. M. Ledermann explique pourquoi Frantz préférait son système à celui de Bismark (fédéralisation au lieu d'unification), comment il voyait son pays prédestiné à remplir sa « mission ». Pratiquement, tout l'édifice devait reposer sur les Etats allemands, la Prusse, l'Autriche, trois blocs qui avaient une mission bien déterminée. Les buts de Frantz sont clairs : augmenter l'espace vital de son pays, tout en lui assurant la domination de l'Europe, en supprimant toutes les libertés individuelles. Les nationaux socialistes ont vu en lui un précurseur et se sont inspirés de ses idées en 1939.

Dans sa troisième partie M. Ledermann étudie quelques exemples de fédérations, en faisant ressortir les points caractéristiques du fédéralisme dans chacune d'elles. En Grèce, les premiers liens fédéraux d'origine religieuse, appelés Amphictyonies ; puis les premières fédérations ou ligues achéenne, étolienne et lycéenne. En Italie, les Lucomonies étrusques, la Ligue latine. Il fallut attendre de 280 av. J.-C. environ jusqu'au XVe siècle pour voir apparaître des liens fédéraux entre certaines villes italiennes et jusqu'au XVIe siècle pour la confédération des Provinces-Unies, dit Union d'Utrecht. L'auteur examine ensuite l'Allemagne, pays des fédérations. Partant de l'époque médiévale, durant laquelle les unions se multiplièrent, il étudie d'abord la Hanse, fondée sur des intérêts commerciaux et dont le prestige s'exerça assez longtemps en Europe ; puis l'Allemagne du Traité de Wesphalie à nos jours, soit la Ligue rhénane, la Confédération allemande, la République de Weimar. Les derniers vestiges de fédéralisme devaient peu à peu s'effacer, pour disparaître complètement sous le Reich d'Hitler.

Après la guerre mondiale de 1939-1945, on s'est demandé quelle forme l'Europe allait adopter. M. Ledermann émet quatre hypothèses : sphère d'intérêt, alliance des grandes puissances, organisation internationale ou fédération.

Les deux premières solutions feraient triompher la force au dépend de l'égalité et de l'équité, la guerre s'ensuivrait fatalement. En revanche les deux autres solutions, sans assurer une paix perpétuelle, permettraient une collaboration des peuples. Bien que les grandes puissances y aient fatalement une place plus importante que les autres, il faudrait s'efforcer de maintenir l'égalité entre tous les Etats et de garantir les libertés de chacun. L'auteur verrait cette organisation reposer sur une structure juridique bien conçue, appuyée sur une base morale et psychologique qui exigerait l'éducation des peuples.

Il pense qu'une telle organisation ne doit pas avoir comme seul but la paix, mais aussi la solution des problèmes économiques et sociaux en vue d'une collaboration internationale. Il examine enfin les chances qu'une telle organisation a de triompher, les dangers qui se présenteront, ou au contraire les facteurs qui en favoriseront la réussite. La prudence n'empêche pas la confiance.

Pour notre part, nous nous demandons si cette collaboration économique ne devrait pas plutôt être un point de départ ? et même ne devrait-elle pas constituer la base de tout l'édifice qu'on se propose de construire ? Les problèmes économiques sont tellement importants et si souvent cause de conflit, qu'il serait nécessaire avant toute chose de les régler en créant peut-être pour commencer une fédération économique.

Quelques essais dans ce sens ont déjà été tentés, deux d'entre eux, sous forme d'alliances douanières : le Benelux (entre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg) et l'alliance Franco-Italienne, enfin le plan Schuman, qui dans le secteur charbon-acier semble devoir porter des fruits.

M. EMERY.

Soviet Trade with Eastern Europe[1]

Depuis la fin de la guerre 1939-45, on constate une orientation nouvelle dans le commerce international des pays qui font partie de la zone d'influence dite soviétique.

Soviet Trade with Eastern Europe est une étude sérieuse qui cherche à dégager les problèmes d'après-guerre tels qu'ils se posaient en 1945, et les diverses solutions inspirées notamment par l'économie soviétique.

Hitler avait cherché à créer le « grossdeutscher Wirtschaftsraum », c'est-à-dire à intégrer les pays de l'Est dans l'économie allemande. Cette politique a été reprise par l'U.R.S.S. qui cherche aujourd'hui à lier les pays dits satellites à l'Union soviétique par un réseau d'alliances et de traités de commerce.

La politique commerciale soviétique vis-à-vis des pays tels que la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie a été contradictoire en ce sens qu'immédiatement après la guerre, l'U.R.S.S. s'est efforcée d'extraire autant de marchandises et de capitaux techniques que possible. Cependant il était important également que l'U.R.S.S. accordât

[1] MARGARET DEWAR : *Soviet Trade with Eastern Europe :* 1945-1949. Londres 1951. Royal Institute of International Affairs. 124 pages.

l'aide nécessaire à la reconstruction économique de ces pays afin de mieux les intégrer dans sa sphère.

Les accords commerciaux passés entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Est se font sur la base d'un troc, évaluée d'abord globalement en dollars et depuis 1949 en roubles.

Dans toutes les démocraties populaires, le commerce international est strictement contrôlé par le Ministère du commerce. De plus en plus, on voit que les méthodes pour l'organisation du commerce international sont inspirées des exemples soviétiques.

Dans le domaine de la statistique, il est évident que les pays de l'Est se limitent à ne publier que des chiffres globaux sans en donner l'analyse. Les chiffres et les statistiques mentionnées par M. Dewar pour chaque pays de l'Est ont été recueillis en partie par des *témoins*, mais complétés dans une large mesure par les données du *Soviet News*, *Soviet Monitor*, par l'U.N.R.A. et des rapports de l'E.C.A.

Le développement du commerce d'après-guerre avec l'U.R.S.S. est traité séparément par pays. La Tchécoslovaquie y est analysée avec plus de détails, principalement parce que cette nation est la plus caractéristique de l'Europe de l'Est. On ne saurait trop souligner l'importance pour le commerce et l'échange international de la formation, en janvier 1949, du « Conseil d'assistance mutuelle économique » qui lie les pays de l'Est sur le plan économique.

Enfin, il y a lieu de constater que le commerce international entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Est est d'une valeur quatorze fois plus grande aujourd'hui qu'en 1938.

Le bloc économique de l'Est compte satisfaire ses propres besoins en matières premières et en capitaux techniques, ceci à la condition que les plans économiques soient pleinement réalisés. Cependant l'U.R.S.S. ne peut à elle seule suffire à tous les besoins immédiats des pays de l'Est ce qui permet encore un certain échange avec l'Ouest.

On ne peut encore prévoir dans quelle mesure le commerce international entre l'Est et l'Ouest se développera ; à côté des avantages purement économiques des échanges, il y a un nombre de facteurs politiques qui sont à considérer. Il est évident que la tendance générale des relations entre l'Est et l'Ouest joue un rôle préconisant.

J.-D. LAMB.

Industrial research in Switzerland[1]

Bien qu'elle ne possède pas de matières premières et un marché intérieur de quelques millions d'habitants, la Suisse a acquis une réputation internationale dans maintes industries, notamment dans la machinerie, les montres, les produits pharmaceutiques, etc. A quoi ce succès est-il dû ? C'est à cette

[1] RONALD S. EDWARDS : *Industrial Research in Switzerland.* Pitman éditeur. Londres 1951. 94 pages.

question que répond M. Ronald S. Ewards, professeur à l'Université de Londres, dans son livre intitulé *Recherches industrielles en Suisse.* Il faut savoir gré à l'auteur de s'être attaché à un problème que personne encore n'avait étudié, et rendu très ardu par le manque de documentation. S'il a choisi la Suisse comme base de ses investigations, c'est que son économie présente de grandes analogies, toutes proportions gardées, avec celle de son pays : pays industriel vivant presque exclusivement de la vente à l'étranger de produits manufacturés. Par une confrontation des moyens mis en œuvre en Suisse et en Grande-Bretagne, il a en outre su dégager les lacunes inhérentes à l'un et à l'autre systèmes.

Dans la première partie de son ouvrage, M. Ronald S. Edwards dresse un panorama général de l'industrie suisse et de son développement au cours de ce dernier demi-siècle et relève ses caractéristiques essentielles : Petites unités industrielles — 90 entreprises seulement employant plus de 500 ouvriers —, produits de qualités à des prix élevés, d'où nécessité d'opérer des recherches très poussées, importation de matières premières et exportations de produits manufacturés — cette exportation s'élève environ à 700 francs par habitant et par année.

Ensuite l'auteur établit un parallèle entre les études en Suisse et en Angleterre. Chez nous, il y a proportionnellement plus d'étudiants et de professeurs par rapport à la population, et cependant la dépense par habitant est plus faible. Il est difficile de déterminer le montant exact des dépenses totales nécessitées par les études ; elles peuvent cependant être évaluées approximativement à 30 millions de francs par année, dont les deux tiers sont couverts par l'Etat, les étudiants y contribuant pour le 15 %. Les premiers contacts entre l'industrie et l'université ont été établis par l'industrie chimique. Puis peu à peu d'autres industries firent de même. Les universités suisses bénéficient de dons substantiels faits par l'industrie dans le but de développer les recherches scientifiques : contributions financières, aide des professeurs extraordinaires, assistance aux professeurs réguliers, etc. Cependant, ces dons sont encore nettement insuffisants. La plupart des jeunes gens du reste se détournent du professorat en sciences et se tournent vers l'industrie, du fait des difficultés qu'ils rencontrent. Un des dangers de ces nombreux liens entre enseignement et pratique, c'est qu'on néglige la formation vraiment scientifique. Le problème pour la Suisse n'est pas d'accroître le nombre de ses savants, mais d'assurer des meilleures conditions de recherches : création d'institutions indépendantes, installation de laboratoires, stimulation des esprits par des idées nouvelles.

Ces contacts entre l'industrie et l'université sont maintenus soit directement par les entreprises elles-mêmes, soit indirectement par l'intermédiaire d'institutions. En Suisse, cette dernière forme de coopération, la plus efficace, est faible, contrairement à la Grande-Bretagne, qui ne compte pas moins de 40 institutions de coopération industrielle. Nous devons cependant admettre que plusieurs institutions, chez nous, font œuvre vraiment scientifique, en vouant la plus grande partie de leur activité à des recherches indépendantes de toute demande industrielle ; citons : l'Institut fédéral de technologie, le Laboratoire suisse de recherches horlogères, etc.

Bien des industries se montrent encore par trop réfractaire à une coopération plus intense et à une intervention plus efficace du pouvoir central. L'opinion suisse est contre les subsides directs à l'industrie, ceci par crainte du favoritisme et de l'ingérence de l'Etat. La fonction de l'Etat n'étant admise que sur le plan universitaire et sous forme d'aide aux institutions indépendantes — or, nous avons vu plus haut que celles-ci sont rares.

Il appert que nous sommes encore loin d'avoir résolu tous les problèmes, dans ce domaine, et c'est ce qu'essaie de montrer M. Ronald S. Edwards, dans la dernière partie de son ouvrage. Il dépeint l'industriel suisse comme un homme avant tout pratique, ayant la crainte du pouvoir central et croyant dans la décentralisation et les ressources individuelles.

Si l'on en croit l'auteur, le succès de l'industrie suisse n'est pas dû principalement à des qualités intellectuelles exceptionnelles, ni à des recherches scientifiques extrêmement poussées, ni même à une administration brillante, mais surtout à l'attitude de son peuple, qui consent à travailler durement dans un pays pauvre.

Cet ouvrage, clair et concis, est complété par des appendices, fort intéressants, concernant l'organisation de quelques institutions suisses de recherches industrielles.

P. JACCARD.

L'industrialisation en Syrie[1]

Dans un pays où l'agriculture et le petit artisanat ont fait vivre les habitants des siècles durant, les procédés modernes de technique et l'influence de l'industrialisation étrangère posent un problème très important. Pour se développer un tel pays doit accepter son industrialisation, fonction de l'accroissement de la population, du développement des forces productives, de la capacité contributive et des exigences de la défense nationale, facteurs parmi les plus importants.

Dans presque tous les pays essentiellement agricoles, on constate les mêmes caractéristiques de développement industriel, lequel comprend trois phases:

1. Création des branches auxiliaires de l'agriculture pour transformer les matières premières nationales en produits manufacturés plus rapidement transportables. Parmi ces branches auxiliaires se trouvent les moulins, les tanneries et les raffineries de sucre.

2. Création de petites industries légères permettant la fabrication de produits de consommation courante avec des matières importées, ou trouvées sur place.

3. Création des industries lourdes utilisant des matières premières importées, répondant aux exigences nationales et aux efforts faits pour augmenter les exportations des produits finis.

[1] ADNAR FARRA : *L'industralisation en Syrie.* Genève 1950. Imprimerie P.-E. Grivet. 262 pages.

M. Farra s'est penché sur ce problème en considérant le passé de la Syrie et son avenir. Sa tâche n'a pas été simplifiée par le fait que, jusqu'en mars 1950, la Syrie formait avec le Liban une seule unité économique et douanière, ce qui l'a obligé à comprendre parfois dans son étude le territoire du Liban.

Dépourvue de houille et de fer, la Syrie n'a pas d'industrie lourde. Par ailleurs les activités artisanales importantes ont été comprises dans la notion d'industrie.

* * *

L'ouvrage comprend trois parties :

1. Le cadre de l'industrialisation en Syrie.
2. Les facteurs de cette industrialisation.
3. Le développement de l'industrie syrienne.

La situation géographique de la Syrie, son morcellement, son climat variable, son hydrographie (dont le rôle est important), et ses problèmes démographiques (répartition et accroissement de la population, niveau de vie et occupations) sont l'objet du premier chapitre.

Ce n'est qu'après la première guerre mondiale que la Syrie s'est ouverte aux progrès réalisés par le monde occidental dont elle ne connaissait rien sous la domination turque.

Son économie fut d'abord caractérisée par une dominante des activités primaires telles que l'élevage et l'agriculture, faisant vivre environ le 70 % des habitants. Aujourd'hui, son agriculture est en plein développement, afin d'arriver ainsi à créer des industries utilisant les produits agricoles. Le niveau de vie relativement bas de sa population était dû à un manque d'organisation économique et de coordination entre les diverses branches de production. Les salaires très faibles jusqu'à la dernière guerre mondiale ont augmenté parallèlement à une diminution du chômage, dès la deuxième guerre par suite des besoins militaires et des difficultés d'importation.

L'amélioration du niveau de vie est conditionné par un changement des structures économiques. La création de grandes industries ne doit toutefois pas anéantir les petites entreprises artisanales qui assurent une occupation à la population rurale pendant les mois où le climat entrave quelque peu l'activité rurale.

Depuis la première guerre mondiale, les ressources agricoles ont constitué la principale richesse de la Syrie ; dans certaines régions, l'abondance des matières premières locales apporte une aide appréciable à l'industrialisation.

Dans tous les domaines, un gros effort a été fourni pour augmenter et améliorer la production. Le développement des cultures du coton, du chanvre et du lin a favorisé la production des industries textiles ; le tabac, le sucre, les huiles, les cuirs et la sériciculture ont eu des conséquences analogues dans leur secteur respectif. Mais toutes ces industries devraient pouvoir compter sur l'aide financière du gouvernement ou de sociétés riches.

Les ressources minières et minérales sont faibles. Mais il est possible que le pétrole devienne une des ressources les plus importantes de la Syrie.

L'exploitation des forces hydrauliques est insuffisante et beaucoup trop chère. Seul le 20 % de la population utilise l'électricité. Un plan d'équipement est prévu pour l'exploitation des forces hydrauliques, destiné à augmenter, par une réduction des prix, le rendement actuel des usines, et à mettre l'énergie électrique à disposition de la plus grande partie de la population.

Quant à la main-d'œuvre syrienne, elle offre de grosses disponibilités. De jeunes gens se rendent à l'étranger et formeront les cadres de demain capables de donner à l'industrie syrienne l'élan nécessaire. On cherche à doter le pays d'écoles techniques et professionnelles perfectionnées.

Les capitaux travaillant en Syrie sont la propriété de sociétés étrangères surtout, disposées à fournir des fonds, mais à des conditions telles que le développement économique en est entravé. La majorité de ces fonds sont placés dans les transports qui favorisent la distribution des marchandises importées. De ce fait, le rendement des industries reste faible et les intérêts à payer à des capitalistes étrangers sont trop élevés. La main-d'œuvre bon marché permet encore de tourner cette difficulté, mais il ne semble pas que cela puisse durer.

En outre, des banques ont été créées, sous contrôle gouvernemental, dans le but de soutenir le développement de l'industrie. De plus l'Etat prélève des impôts un peu plus élevés depuis le début de la dernière guerre ; cependant ces facteurs se sont révélés insuffisants pour favoriser l'essor du pays dans la mesure indispensable. Sans doute, un progrès a été réalisé ou est en voie de l'être ; toutefois, il reste énormément à faire ; on ne peut pas brusquement anéantir un artisanat traditionaliste, mais il faut plutôt l'amener petit à petit à s'amalgamer aux industries qui le remplaceront avantageusement.

Dans l'entre-deux-guerres, la Syrie et le Liban ont connu des conditions politiques, administratives et fiscales déficientes, en dépit d'un développement croissant des deux pays. La concurrence étrangère, notamment celle des tissus japonais qui inondaient le marché national, mit à rude épreuve certaines branches de leur économie. Nombreuses furent les entreprises qui périclitèrent à ce moment-là.

Le gouvernement prit alors des mesures protectionnistes (en ce qui concerne les douanes et l'immigration surtout) et contribua dans une certaine mesure, encore faible, au lancement d'une campagne d'industrialisation qui doit apporter au peuple syrien une amélioration de son niveau de vie.

Les efforts faits de 1920 à 1939 ont porté essentiellement sur la modernisation des industries déjà existantes dont le matériel ne répondait plus aux besoins modernes. En 1933, la Syrie a importé 50.000 tonnes de matériel électrique et machines-outils nécessaires à la modernisation.

Par ses facilités d'adaptation à un travail moderne, la population a joué un rôle appréciable dans cette évolution rapide.

Durant la dernière guerre, les autorités militaires et le gouvernement ont stimulé par leurs commandes certaines industries nationales qui ont pu réaliser quelques bénéfices, vite compensés d'ailleurs par les pertes de l'immédiate après guerre.

Dans les derniers chapitres de son étude, M. Farra examine le potentiel industriel de la Syrie. Un gros effort a déjà été fait et se poursuit actuellement pour développer encore les industries. Il reste beaucoup à faire, tant dans les

secteurs du pétrole, des textiles, de l'alimentation que dans les industries électriques, chimiques et de construction. Dans l'industrie alimentaire, il ne faudrait évidemment plus se retrouver dans la situation paradoxale où, pendant l'été, la Syrie exporte des produits laitiers et des viandes rachetées au prix fort à des sociétés étrangères qui les ont conservées dans des frigorifiques jusqu'à l'hiver.

L'avenir économique de la Syrie offre de grandes possibilités dans les industries destinées à remplacer peu à peu l'artisanat traditionnel et dans les industries de création récente.

J.-M. DUBUIS.

L'Egypte[1]

S'il y a un pays au monde qui, durant ce dernier demi-siècle, a lutté et lutte encore pour son émancipation totale sur le plan politique, c'est bien l'Egypte dont l'évolution sur tous les plans — politique, économique et social — a frappé les contemprains et donné un sens nouveau aux revendications des anciennes colonies des puissances colonisatrices du Moyen-Orient. Or, pour bien comprendre comment une nation a pu passer si facilement, en moins de cinquante ans du rang de vassal, de protectorat, au rang des puissances souveraines traitant d'égal à égal avec son ancien suzerain, il faut connaître, avant toute chose, les moyens qui lui ont permis de réaliser ses aspirations d'indépendance. Parmi ces moyens, les facteurs économiques, s'ils ne jouent pas un rôle exclusif, occupent une place prépondérante. Ils ont donné à l'Egypte la force nécessaire pour s'affranchir de la tutelle étrangère et pour supporter sans trop de mal les conséquences de cette libération, les facteurs historiques — entre autres les deux guerres mondiales, — n'ayant fait que faciliter cette transition de l'état de dépendance étroite à l'état de souveraineté nationale.

C'est cette triple évolution politique, économique et sociale que se propose de nous présenter et de nous expliquer le petit ouvrage rédigé par un groupe anonyme d'économistes de l'Institut national de la statistique et des études économiques sous la dénomination de *Memento économique : L'Egypte* et paru aux « Presses Universitaires » de France.

Après avoir esquissé l'évolution historique du pays depuis la campagne de Bonaparte — point de départ de la modernisation et de l'industrialisation de l'Egypte — jusqu'aux années d'immédiate après-guerre (1948 et 1949), on nous remémore les traits géographiques essentiels et caractéristiques de « cette oasis formée par le Nil en plein désert sur plus de 6000 km. ». On nous rappelle le rôle que jouait jadis le fleuve dans la fécondation et l'irrigation des terres arides et desséchées, dans les communications et les échanges commerciaux entre la Haute et la Basse-Egypte ; on retrace à notre intention les anciennes méthodes de culture et d'assolement qu'imposait le régime des inondations

[1] Institut national de la statistique et des études économiques : *L'Egypte*. Paris, 1950. Presses universitaires de France. 208 pages.

annuelles. On passe ensuite à l'époque moderne caractérisée par la création des barrages destinés à emmagasiner l'eau nécessaire à l'introduction de l'irrigation pérenne. Cette nouvelle méthode d'irrigation, rompant avec une tradition millénaire, permit l'introduction de cultures nouvelles et fort rémunératrices qui amena une amélioration notable dans le niveau de vie de l'agriculteur égyptien, mais posa de nouveaux problèmes démographiques et juridiques non moins délicats à résoudre. On assista aussi à un appauvrissement général du sol dû au fait que les eaux du Nil soigneusement mises en réserve dans les bassins d'accumulation ne chariaient plus les limons fertilisants qui firent durant des millénaires la richesse de l'Egypte. Il fallut, pour pallier à ce manque d'engrais naturels, recourir aux engrais chimiques qui coûtent fort cher et qu'il faut importer de l'étranger. C'est pourquoi le gouvernement égyptien se préoccupe de fonder et soutenir une industrie électro-chimique nationale puissante.

C'est ainsi qu'on nous conduit à explorer le domaine de l'industrie, industrie naissante et qui réclame le bienveillant appui de l'Etat, puis celui des communications et des transports, celui du commerce intérieur, des relations commerciales extérieures avec une section spéciale consacrée aux systèmes douaniers. C'est de la perception des taxes douanières que l'Etat égyptien retire le 50 % de ses recettes : nous abordons alors le problème financier et monétaire où l'on voit que l'Egypte est un pays aux finances très saines et dont la dette publique est presque nulle ; ou du moins l'était-elle avant l'onéreuse campagne militaire de Palestine entreprise contre l'Etat sioniste, campagne fort coûteuse mais indispensable pour affermir le prestige d'un Etat qui entend constituer le centre spirituel, le cœur du monde musulman.

Ce volume constitue donc une véritable encyclopédie du monde égyptien dont les divers problèmes sont abordés et soigneusement développés au cours de ses 200 pages. Cet ouvrage est fort agréablement présenté et est d'une consultation très claire et rapide. De nombreuses statistiques émaillent le texte et rendent la compréhension des faits évoqués moins ardue. Soulignons que les auteurs ont eu soin de nous indiquer, pour chacune d'elles, leurs sources, ce qui permet de porter un jugement sur la sincérité et l'exactitude des documents qui sont du reste le plus souvent fort longuement et judicieusement expliqués et développés. Une critique cependant : Si, en gros, nous pouvons admettre sans autre les statistiques se rapportant à l'Egypte seule et grâce auxquelles nous suivons l'évolution économique du pays, statistiques établies sur des bases invariables, nous nous montrerons moins enthousiastes pour les statistiques de comparaison avec nos pays occidentaux où les indices et les bases choisies peuvent sensiblement différer des index égyptiens ; aussi n'abondons-nous pas toujours dans le sens des conclusions auxquelles aboutissent les auteurs du volume en question.

Il n'en reste pas moins que c'est un livre qui doit être lu et qui sera d'un réel profit pour tous ceux qu'intéressent les questions si complexes du Moyen-Orient, du monde musulman dont l'Egypte entend former la clef de voûte, questions qui connaissent un renouveau d'actualité avec les événements d'Iran de ces dernières semaines.

A. Golay.

Annuaire franco-suisse[1]

Pour la première fois, un annuaire du commerce franco-suisse vient d'être édité par la Chambre de commerce suisse en France. C'est un instrument de de travail extrêmement précieux qui est mis ainsi à la disposition de tous ceux qui sont intéressés aux échanges entre les deux pays. Ils y trouveront, résumés en 200 pages :

— les principales associations professionnelles françaises ou suisses ;
— les journaux et périodiques dans lesquels une publicité aura le maximum d'efficacité (200 journaux et revues français et autant de suisses sont catalogués, classés, définis avec l'indication de leur tirage et de leur tendance) ;
— les textes légaux et administratifs qui régissent le séjour et l'établissement, la nationalité, le travail, la sécurité sociale en France et en Suisse ;
— le régime des impôts dans les deux pays etl a convention en vigueur en matière de double imposition ;
— les accords commerciaux, financiers, touristiques qui régissent les relations franco-suisses et les modalités pratiques de ces échanges ;
— tous renseignements sur les prix, les foires et salons, les cours du change depuis 150 ans, les banques agréées, etc.

C'est, de plus, un manuel d'adresses très important puisqu'il contient, par ordre alphabétique et par professions, la liste complète des 6000 membres de la Chambre de commerce suisse en France, autrement dit pratiquement tous les industriels, commerçants et hommes d'affaires réellement intéressés aux transactions entre les deux pays.

X.

Revue internationale du Travail

Publiée mensuellement par le Bureau international du Travail depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays ; des exposés documentaires ; des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail ; enfin, une rubrique bibliographique.

Prix du numéro : 2 francs suisses. Abonnement annuel : 20 francs suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du BIT sur demande adressée au Bureau international du Travail, Genève. (Paraît en trois éditions distinctes : française, anglaise et espagnole.)

---

[1] Chambre de commerce suisse en France : *Annuaire franco-suisse*. Paris 1951. 650 pages.

Nous avons reçu les ouvrages suivants sur lesquels nous nous réservons de revenir dans un de nos prochains numéros :

Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques :

— BOULOUIS JEAN : *Essai sur la politique des subventions administratives.* Librairie Armand Colin. 334 pages.

— Divers auteurs : *Les sciences de la politique aux Etats-Unis.* Librairie Armand Colin. 305 pages.

— MARTIN JEAN-PIERRE : *Les Finances de guerre du Canada.* Librairie Armand Colin. 212 pages.

DURRENMATT PETER : *Zerfall und Wiederaufbau der Politik.* A. Francke A.-G., Berne. 240 pages.

MARTI HANS : *Die Handels- und Gewerbefreiheit nach den neuen Wirtschaftsartikeln.* Verlag Paul Haupt, Berne 1951. 268 pages.

Publications des Nations Unies :

— *Annuaire démographique* 1949-1950. New-York 1950. 558 pages.

— *Formation en vue du service social. — Enquête internationale.* Organisation des Nations Unies. 285 pages.

— *Liberté de l'information*, volume I, *Réponse des gouvernements.* Lake Success, New-York 1950. 315 pages.

— *Liberté de l'information*, volume II, *Textes communiqués par les gouvernements.* Lake Success, New-York 1950. 228 pages.

— *Méthodes d'administration des services sociaux*, Organisation des Nations Unies. 344 pages.

— *Répertoire des travaux d'ordre économique et social*, 1950, Lake Success, New-York. 574 pages.

RIST CHARLES : *Histoire des doctrines relatives au crédit de la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours.* Librairie du Recueil Sirey, 22 rue Soufflot, Paris V^e^. 540 pages.

SCAILTEUR CAMILLE : *Le Devoir fiscal.* Desclée de Brouwer. Bruges 1951. 178 pages.

STRENTGENING. *The Economy.* Fiscal year 1950. Thirty-eighth annual report of the secretary of labor. 320 pages.

WALINE PIERRE : *Les Syndicats aux Etats-Unis. Leur force et leur originalité.* Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Librairie Armand Colin. Paris 1951. 192 pages.